



La Coopération des idées

Revue mensuelle d'Éducation Sociale

—••••—

SOMMAIRE :

- GABRIEL SÉAILLES.. *Sur Victor Hugo.*
 P. CLERGET..... *Pour l'Éducation sociale.*
 XXX..... *L'École devant la Nation.*
 LOUIS FLOT..... *Fédération des U. P. du Nord-Est.*
 G. DEHERME..... *Les Livres qui font penser.*

—••••—

ABONNEMENTS :

France : Un an : 3 francs. — Six mois : 1 fr. 50
 Étranger : Un an : 4 francs.

—••••—

Le Numéro : 0 fr. 25

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

157, Faubourg Saint-Antoine (XI^e Art.)

PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Le **Mouvement Éthique**, par ALFRED MOULET, 1 fr. 75 franco (à la *Coopération des Idées*). — Nous recommandons particulièrement cette étude documentée du mouvement éthique international.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement, pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'**avertissement**.

EAU DE MOLAS

NATURELLE, GAZEUSE, BICARBONATÉE, FERRUGINEUSE. LA PLUS LÉGÈRE A L'ESTOMAC, LA PLUS AGRÉABLE

La seule prescrite pour les maladies de l'Enfance

La Caisse de 25 bouteilles : 9 fr. 25

Ecrire au gérant des **SOURCES DE MOLAS, LE BOULOU** (Pyrénées-Orientales)

Même domaine : VIEUX ROUSSILLON de coteaux : 70 fr. la barrique. — GRENACHE doré authentique, non viné, 16 degrés. en bouteilles 1 fr. 50 le litre. { logé, franco de port et de régie



La Coopération des idées

Sur Victor Hugo ⁽¹⁾

Je ne prends pas la parole en mon nom personnel : les secrétaires des universités populaires ont organisé cette fête, à eux, et par eux à vous tous en reviennent l'initiative et l'honneur. Je parle comme votre délégué, comme votre représentant pour donner, dans la mesure de mes forces, une expression aux pensées qui nous sont communes. Et voilà pourquoi mon premier devoir est de remercier en votre nom ceux qui ont bien voulu par leur présence et par leur concours rehausser l'éclat de cette fête : Mme Charcot qui fut la petite Jeanne et qui la restera parce que les vers de son grand-père ont fait immortel le charme de son enfance, les artistes éminents dont le talent va faire vivante pour vous la pensée du poète, notre cher et grand ami Anatole France dont la présidence achève de donner à cette fête sa haute signification.

Victor Hugo, c'est de l'esprit français, l'idéalisme ardent qui, à certains jours, nous a mis comme à l'avant-garde du monde, c'est la *Chanson de Roland*

(1) Discours prononcé au festival organisé par quelques universités populaires, le 2 mars, au Trocadéro, à l'occasion du centenaire de Victor Hugo.

Corneille, Pascal, Mirabeau; Anatole France, c'est l'autre face de l'esprit français, la précision, le goût de la clarté, la grâce et l'ironie, Montaigne, Voltaire, Renan. Et cette rencontre de Victor Hugo et de A. France dans une fête organisée par les universités populaires est comme le symbole de ce que nous prétendons être et de ce que nous voulons faire.

Nous ne sacrifions rien de notre haut idéal, nous gardons avec notre enthousiasme toutes nos espérances, et les vers du poète ne retentiront point à nos oreilles sans éveiller un écho profond dans nos cœurs; mais pour marcher au but nous voulons éclairer notre route, nous demandons à la science du réel les moyens de réaliser notre idéal, et, si nous chantons, c'est à la façon des bons travailleurs, pour nous mettre du cœur au ventre et accorder nos efforts au rythme de nos chants.

Notre fête a ceci d'original qu'elle n'a rien d'officiel, qu'elle est spontanée, sincère, qu'elle répond vraiment aux sentiments que nous avons dans le cœur. Nous ne sommes pas de ces gens distingués qui n'admirent qu'après avoir fait leurs réserves, qui célèbrent pompeusement la souplesse et la variété du rythme, la richesse et l'incomparable éclat des images, mais séparent l'idée de l'expression et regrettent que le poète ait fait un si mauvais usage d'un si beau génie. Nous aimerons ce qu'il aimait, nous sommes fiers de sa gloire, il semble que quelque chose en rejaillira sur nous, je veux dire sur les idées que nous défendons. Son verbe puissant a été le verbe de notre pensée.

J'ajoute qu'il a ceci de commun avec nous, qui cherchons notre chemin et gagnons notre pain spirituel à la sueur de notre front, qu'il n'a pas reçu la vérité comme un héritage, comme une tradition qu'il n'avait

qu'à recueillir et à continuer; il a dû la conquérir, monter lentement vers elle. Il a commencé par écrire des odes royalistes et catholiques, il a été séduit par ce qu'avait d'imprévu, de contrastes étranges, de sublimes antithèses l'épopée impériale. Mais ses hardiesses généreuses dès le premier jour l'orientaient du passé vers l'avenir; celui qui avait brisé les vieilles formules littéraires, renouvelé le drame, rendu la souplesse et la vie au rythme du vers, devait en venir à combattre toutes les variétés du mensonge, tous les déguisements du pharisaïsme, à se faire l'apôtre de toute justice et de toute liberté. Victor Hugo lui-même constate fièrement cette évolution de sa pensée qui l'a conduit en même temps que de l'erreur à la vérité, des honneurs à l'exil et à la proscription :

« L'histoire s'extasie volontiers sur Michel Ney, qui, né tonnelier, devint maréchal de France, et sur Murat, qui, né garçon d'écurie, devint roi. De toutes les échelles qui vont de l'ombre à la lumière, la plus méritoire et la plus difficile à gravir, certes, c'est celle-ci : être né aristocrate et royaliste, et devenir démocrate. Monter d'une échoppe à un palais, c'est rare et beau, si vous voulez; monter de l'erreur à la vérité, c'est plus rare et c'est plus beau. S'il est vrai que Murat aurait pu montrer avec quelque orgueil son fouet de postillon à côté de son sceptre de roi, et dire : Je suis parti de là! c'est avec un orgueil plus légitime, certes, et avec une conscience plus satisfaite, qu'on peut montrer ces odes royalistes d'enfant et d'adolescent à côté des poèmes et des livres démocratiques de l'homme fait; cette fierté est permise, nous le pensons, surtout lorsque, l'ascension faite, on a trouvé au sommet de l'échelle de lumière la proscription, et qu'on peut dater cette préface de l'Exil. »

Le crime de Décembre, le coup d'État de Louis Napoléon achève de lui ouvrir les yeux; de ce jour il prêta sa grande voix à toutes les idées généreuses.

Dans le silence de tous, il fait entendre la protestation du droit violé ; il stigmatise les prêtres salariés qui ont des absolutions et des *Te Deum* pour tous les attentats triomphants ; il se dégrise de la mauvaise ivresse des gloires sanglantes, qui sont faites des douleurs de tous pour l'exaltation d'un seul ; il affirme le progrès, il célèbre la paix, surtout ; seul, sublime, sans efforts, sans crainte d'être ridicule, quand la France et l'Europe acceptent le fait accompli, il affirme obstinément que le crime aura son châtement, il voit ce que nul encore ne soupçonne, il voit la défaite, la honte, et aussi l'expiation du pays qui, pour la seconde fois, après la leçon de Waterloo, s'est volontairement asservi au césarisme qui commence par les vantardises, finit par les désastres et par l'invasion.

Cette foi profonde dans le progrès, dans le triomphe de la liberté, dans l'avènement de la justice et de la paix, Victor Hugo la résume dans un mot qui revient souvent dans ses vers, que vous allez entendre plusieurs fois, sur lequel il importe par suite que vous ne vous mépreniez pas, dans le mot « Dieu ».

Et d'abord il faut que vous sachiez ce que Dieu n'est pas pour Victor Hugo ; il n'est pas ce que la plupart d'entre vous imaginent à entendre ce mot. Le Dieu de Victor Hugo n'est pas « le bonhomme à longue barbe blanche, espèce de pape ou d'empereur assis sur un trône » qui crée d'un mot le monde et se repose de n'avoir pas travaillé, qui jouit de la béatitude dans l'universelle souffrance, qui viole les lois qu'il a lui-même établies par des miracles puérils, Dieu mauvais géographe et mauvais astronome,

Contrefaçon immense et petite de l'homme,
Arrétant le soleil à l'heure où le soir naît,
Au risque de casser le grand ressort tout net.

Il n'est pas le Dieu dont les faveurs sont à vendre et qui a les prêtres pour courtiers ; et c'est moins encore le Dieu des armées, le Sabaoth qui toujours est pour la force contre le droit, qui aime la guerre et les sacrifices, espèce de Behanzin céleste qui a besoin de renifler le sang humain. Hugo rejette les dogmes étroits qui limitent l'infini, et c'est la pensée qu'exprime le Satyre qui, traîné par Hercule au sommet de l'Olympe, crie devant les Dieux épouvantés : « Monde, tout le mal vient de la forme des Dieux ».

L'affirmation de Dieu pour Victor Hugo, c'est l'affirmation hautaine que la vérité que nous cherchons, que la justice que nous voulons, en un mot que l'idéal humain n'est pas le rêve d'une ombre, qu'il est ce qui est, puisqu'il est ce qui doit être. Si le monde livré au hasard n'est que la bataille de forces aveugles, pourquoi pas dans nos sociétés toujours la lutte, l'ignorance, l'iniquité, la haine ? Le poète n'y consent pas. Ce qui doit être sera, parce que notre pensée n'est pas un accident, une petite étincelle jaillie au hasard dans l'immense aveuglement ; parce qu'elle se relie au monde, parce qu'elle continue le mouvement qui lentement d'âge en âge élevait vers elle, et parce qu'en elle l'Univers enfin se voit et découvre ce qu'il cherchait. Eh bien ! Quand Victor Hugo fait appel à Dieu, quand il le nomme, quand il l'invoque, il ne dit rien de plus, rien de moins ; il affirme que la raison finit toujours par avoir raison, que l'idéal est le réel ; qu'il ne faut pas se résigner au mal, le proclamer nécessaire, qu'il faut le combattre ; que la tâche de l'homme est de lutter pour l'avènement de la justice et de la paix ; il crie, aux puissants, aux satisfaits, à tous ceux qui veulent s'arrêter, que la véritable figure de ce monde, vaste océan, ciel étoilé, n'est pas une figure impas-

sible et morte, mais un visage tout pénétré d'esprit, sur lequel le songeur lit déjà la pensée qui, devenue claire à elle-même dans la conscience de l'homme, découvre enfin son véritable objet : l'effort vers la liberté et vers l'amour. Cette croyance n'est-elle pas la vôtre, celle de tous ceux qui, en dépit des scandales de la nature et du démenti de l'histoire, s'entêtent dans les grandes espérances, affirment la souveraineté du droit, et, travaillant pour la justice, prêts à sacrifier pour elle leurs intérêts et leur existence même, montrent assez par leur conviction qu'elle n'est pas l'illusion, la chimère de l'homme, mais la vérité profonde qui donne à l'univers comme à la vie son sens et son prix.

Si Victor Hugo s'est élevé à ces hautes pensées, s'il s'est trouvé le défenseur de toutes les causes généreuses, s'il a donné une voix au peuple, n'y voyez pas un choix qu'il aurait pu ne pas faire, un accident ; mais bien un accord préétabli de son génie à toute grandeur. Vaines sont les larmes des crocodiles sacrés qui regrettent que ce beau génie se soit consacré à l'expression d'idées si contraires aux conventions du beau monde et aux traditions des âmes mortes.

Le principe de l'évolution de Hugo, sans doute, est avant tout dans son grand cœur, dans sa vitalité puissante : les faibles se donnent l'illusion de la force en opprimant les autres, les forts se débordent eux-mêmes, prennent conscience de leur force en la dépensant pour tous. Mais le vrai principe de l'ascension de Hugo vers l'idéal démocratique, c'est l'ampleur même de son génie. Les mots et les images dans son esprit se lèvent et s'élancent, comme un vol de grands oiseaux qui veulent conquérir l'infini, il a besoin des vastes espaces pour s'y déployer. Comment s'enfer-

merait-il dans les théories étroites et basses ? Comment le génie, qui est sincérité, se résignerait-il, sans renoncer à lui-même, aux mensonges utiles, hypocrisie nationaliste, religion pour le peuple ? Hugo a besoin d'une matière égale à sa forme, d'idées sublimes pour son vers sublime. Comment se serait-il mis en prison dans les préjugés d'une secte, d'une coterie, dans les étroitesse des salons et des académies ? La terre ne suffisait pas à l'essor de son imagination grandiose, il allait, il s'élançait, hardi, en plein ciel, heurtant de son navire aérien les pilastres des astres et allumant de monde en monde les soleils nouveaux, les soleils de justice, de paix et d'amour.

Honorons donc Hugo sans arrière-pensée, en toute confiance ; honorons-le comme il eût aimé à l'être, en faisant revivre en nos esprits sa pensée, en nous enchantant des beautés dont lui-même il fut un instant charmé, surtout en recevant de lui ce qu'il eût voulu nous donner, le courage, l'allégresse, l'énergie pour la lutte, et, dans la lutte même, la générosité, l'absence de haine, l'espérance et la volonté des réconciliations futures.

GABRIEL SÉAILLES.

Pour l'Éducation sociale

I. — Le Problème de l'Enseignement primaire

« A défaut de communauté d'origine, il faut une communauté de culture. Il faut que la bourgeoisie comprenne qu'il est de son devoir de mêler l'éducation de ses enfants à celle des enfants du peuple. » — M. Couyba, Chambre des députés, 12 février 1902.

Parmi les formules lapidaires dans lesquelles on résume parfois la question sociale, aucune, croyons-

nous, n'est plus vraie que celle-ci : la question sociale est une question d'éducation. C'était l'opinion d'Aristote, qui préconisait la nécessité d'une certaine éducation politique pour assurer l'unité morale de la nation. C'était celle de Rousseau et de F. Ravaisson, comme ce doit être celle de tout éducateur. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point, dont l'importance et l'intérêt sont indiscutables.

Pour que l'éducation produise cet effet de rapprocher ainsi les différents groupes de la nation, il faut qu'elle soit donnée à tous les enfants, et du moment que l'enseignement secondaire et, plus encore, l'enseignement supérieur ne s'adressent qu'au petit nombre, il faut nécessairement agir par l'enseignement primaire qui devient, au point de vue social, le plus important de tous.

Cet enseignement primaire doit pour cela réunir deux conditions : être enlevé au lycée et donné dans les seules écoles primaires avec un programme unique, établi d'après les besoins présents. M. Henry Bérenger a très bien posé la question devant la Commission parlementaire, chargée d'enquêter sur la crise de l'enseignement secondaire : « Je ne trouve pas les réformes partielles utiles, parce qu'il y a une maladie générale de la bourgeoisie qui domine en quelque sorte la question et l'empêche d'aboutir. Nos classes bourgeoises ont une tendance fatale et invétérée (plutôt sociale que politique) à vouloir se séparer rapidement du peuple et à organiser pour elles-mêmes une éducation de caste. Si l'on veut bien y réfléchir, notre enseignement secondaire est précisément cette éducation de caste. Tel que nous le comprenons à l'heure actuelle, il n'est pas le complément de l'enseignement primaire, il n'est pas non plus l'épanouissement par

sélection de cet enseignement primaire, il est autre chose, un enseignement qui se juxtapose au précédent, qui ne le continue pas, et qui établit d'un côté un enseignement pour le peuple, de l'autre un pour les riches, auxquels vient se joindre l'élite populaire, dont nous ne devons pas tenir compte pour cette raison qu'elle prend tous les défauts ou qualités de la classe dite bourgeoise ou dite riche. » C'est la même idée que défend M. X. Torau-Bayle : « L'adoption d'un enseignement primaire, identique pour tous les jeunes Français du lycée et de l'école communale, terminé par l'obtention du même certificat, me semble désirable et facile. J'y vois un avantage considérable au point de vue de l'instruction générale et au point de vue du progrès des idées démocratiques. Dans une société égalitaire, rien de meilleur que cette unité de la première éducation pour faire passer quelque peu l'idée d'égalité de la théorie dans la pratique. Mais le principal avantage de l'unité d'éducation primaire et de l'application universelle des méthodes et des programmes de cette éducation n'est pas seulement démocratique, il est surtout économique. En effet, à cet enseignement primaire est joint, dès aujourd'hui, presque partout, un rudiment d'enseignement professionnel et de nombreux travaux manuels. Initier à ces travaux, dès leur enfance, les fils de la classe riche et de la classe moyenne française, c'est extirper de leur âme l'antique préjugé de la supériorité de l'enseignement intellectuel sur l'enseignement manuel (1). » Les mêmes conclusions se retrouvent enfin sous la plume de M. Édouard Petit, dans le dernier ouvrage qu'il vient de publier (2).

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1899.

(2) *L'École de demain*, in-16. Paris, 1902, p. 259 et suiv.

L'idée est dans l'air, il faut la répandre jusqu'à ce qu'elle soit entrée dans le domaine des faits. La réforme ne peut être qu'heureuse, puisqu'elle donne les meilleurs résultats dans des pays comme la Suisse et les États-Unis, qui lui doivent, en partie, l'avance démocratique qu'ils ont sur nous. Ce n'est point sans en garder des traces profondes que les enfants de toutes classes se coudoieront jusqu'à l'âge de douze ou quatorze ans. Beaucoup des préjugés qui ne sont point de mise dans un régime républicain tomberont de ce fait. L'enseignement secondaire ainsi émondé et allégé portera une sève plus forte et deviendra plus facile à organiser. La condition morale et matérielle de l'instituteur primaire sera relevée, il jouira enfin de la considération légitime qui lui est due et sera, de ce fait, détourné des intrigues politiques, auxquelles sa situation actuelle, si précaire, le force quelquefois à se mêler.

P. CLERGET.

L'École devant la Nation

IV. — LA RÉNOVATION NÉCESSAIRE

La Vie active

On ne peut songer à faire de l'enfant un ouvrier, ni même un apprenti à l'école, et en disant qu'il faut le préparer à être un bon ouvrier, nous ne voulons pas du tout prétendre qu'il faut l'occuper à des « travaux manuels », qui sont une des nombreuses et généreuses erreurs de l'école, ni à des « pliages » qui ne sont que de douces niaiseries. Il est d'une plus grande impor-

tance d'habituer l'enfant non à la pratique d'un métier, ce qui est absolument impossible, mais à fonder toujours son métier en savoir, en intelligence, et non en routine. L'école peut apprendre cela, et elle le doit, car c'est là le principe essentiel de toute action féconde : il faut savoir et comprendre pour bien agir. Si elle ne donne pas cette idée et cette habitude, elle ne sert à rien pour la pratique de la vie. C'est ici que prend place l'instruction scientifique, réduite aux notions très précises d'histoire naturelle, de météorologie, de botanique nécessaires à l'agriculture, pour les enfants des campagnes, de physique, pour ceux des villes, et pour tous de comptabilité pratique, notions qui devront être apprises, récitées et conservées par la mémoire. Il serait bon de faire dans chaque école, et pour les deux ou trois métiers dominants de la région, un exposé de leur histoire, de leur perfectionnement, de leur fondement scientifique, qui fit pénétrer dans l'esprit des enfants cette idée que la science et l'invention humaines sont l'essence de toute industrie et la seule condition de leur progrès.

S'il n'est guère possible de faire plus pour l'éducation de l'ouvrier futur dans l'enfant, il y a plus de moyens pour y déposer le savoir nécessaire du citoyen. L'histoire et la géographie sont les deux ressorts essentiels de l'instruction civique.

La question de l'histoire à l'école primaire exigerait toute une étude spéciale dont nous ne pouvons que résumer ici les conclusions. Enseigner l'histoire pour elle-même a été l'erreur la plus regrettable peut-être de l'école ; on ne peut songer, et c'est là une précision, mais non, et il s'en faut de beaucoup, une diminution de son rôle et de sa dignité, qu'à la faire servir tout entière et très directement à l'instruction civique. On

l'a prise jusqu'ici comme but, et c'est la cause de sa banqueroute complète; en l'employant comme moyen, c'est, à nos yeux, en accroître la noblesse, et, pour la pratique, s'ouvrir l'espérance certaine d'en tirer des effets précieux. Si l'on y cherche les enseignements civiques incontestables et s'élevant à la rigueur d'une loi scientifique ou à la certitude d'une expérience humaine qu'éclairent le développement ou la ruine des peuples, l'évolution de la France, si l'on y découvre quelles sont les vertus qui fortifient les nations et les vices qui les dissolvent et quels événements le prouvent, s'il est possible de tirer de la cruelle expérience des peuples quelques règles de conduite très claires et très sûres qui puissent diriger et féconder la vie du citoyen, en les détachant du fouillis des agitations millénaires, en les nourrissant et en les illustrant par quelques faits nets et pittoresques, en les groupant en un faisceau bien lié, on peut, en disant peu de choses, et par un développement aussi restreint qu'on voudra, mais désormais vivant, animé, graver dans l'intelligence enfantine quelques sillons que creusera, s'ils sont selon la science, sa propre expérience, et où se canaliseront pour ainsi dire sa vie civique, où elle trouvera des directions sûres par qui l'expérience et l'enseignement des aïeux pénétrera et rectifiera sa propre vie. Alors seulement l'histoire quittera la stérile érudition pour devenir nourriture de citoyen; les malheurs, les vertus des ancêtres pourront n'être pas tout à fait perdus, et l'histoire sera quelque chose de mieux encore que la résurrection qu'y évoquait Michelet et qui ne peut occuper de son jeu qu'une imagination de savant; elle deviendra institutrice de civisme, elle fera mieux que de peindre la vie passée, elle assagira la vie présente.

Le même renversement de dessein fécondera et

élargira, au lieu de la restreindre, l'étude de la géographie. Comme on n'étudiera pas l'histoire, mais la vie civique idéale, par l'histoire, on n'étudiera pas la géographie, mais la vie universelle où doit s'insérer la vie civique, par la géographie. La géographie doit instruire le citoyen de la terre qui le nourrit, de l'homme actuel avec qui il vit, du travail réparti sur la planète et déterminant le sien, de la civilisation universelle et de la place qu'il y occupe. L'histoire instruira par l'expérience de la vie humaine dans le temps, la géographie par le spectacle de la vie humaine dans le présent; et par la connaissance et, surtout le sentiment de la vie universelle, elle élargira la pensée et pourra fortifier et éclairer l'action civique et économique. Le sentiment de l'universel est indispensable, non pour s'y dissoudre, mais pour s'y situer, y prendre conscience de son propre rôle, le préciser et le rectifier, et, chez le simple citoyen, pour le rendre capable du regard lointain, de l'acte purement humain qui collabore à la civilisation générale.

La géographie physique enseignera seulement la terre en fonction de la civilisation, par les climats et leur influence, la nature du sol déterminant les productions, les accidents qui facilitent ou entravent le commerce, l'aspect et le caractère des régions dont des lectures choisies et surtout des images fidèles expliqueront l'action sur le caractère et les idées des peuples. Ayant étudié la terre sans aucune érudition inutile et, pour ainsi dire, uniquement comme nourrice de l'homme et champ de ses travaux, la géographie étudiera l'homme actuel lui-même dans ses races, et s'essaiera de donner à l'homme une forte et riche impression de l'humanité contemporaine; elle déve-

loppera ensuite le tableau du travail universel par les détails les plus précis sur l'agriculture, les cultures originales des grandes régions, sur les industries essentielles et leur répartition, sur l'outillage commercial, les ports, la marine, les distances, le temps des voyages, s'efforçant à tous ces points de vue de préciser la place et le rôle de la France, de façon à bien définir l'action nationale. Enfin, c'est par la géographie que l'on fera la même étude, et dans le même dessein, au point de vue de la civilisation, et que l'on apprendra au citoyen à se connaître par la connaissance des autres : elle peindra, toujours du pinceau le plus net et le plus riche en couleurs, les diverses formes de sociétés avec leurs principes et leurs coutumes ; leur régime politique, leurs religions ; les institutions essentielles de la civilisation, de coopération, de science, de charité, de prévoyance ; les villes, les arts, et, parmi tous ces efforts vers le mieux, la tâche éminente de la France, afin qu'en précisant ainsi à chacun l'esprit national elle le fortifie.

Cette éducation du citoyen éclairé, par l'histoire, de ses devoirs et, par la géographie, de ses intérêts, se complétera à l'école primaire ou à l'école normale par la pratique de la république scolaire. Une Société infantine, quoique animée généralement d'une sorte d'esprit républicain de franchise et d'égalité, peut cependant revêtir une forme tyrannique par l'autorité directe et constante du maître dans toutes les questions, qui donne l'habitude de l'obéissance sans donner celle de l'initiative, de l'union, de la concorde. Entre eux, les enfants sont toujours républicains, épris d'égalité, de loyauté, et il n'y a qu'à satisfaire à leur nature, à l'aider et à la guider pour les exercer entre eux à agir en vrais citoyens d'une petite république

qui a son esprit, ses idées, ses intérêts, pour les habituer à s'entendre, à s'unir, à se respecter, à établir quelques règles générales de conduite et à y obéir par émulation. Rien n'est plus facile et plus charmant pour un maître que de se faire l'inspirateur discret, la Providence vigilante, le président de cette république joyeuse où, dans les jeux et le travail, se fortifiera l'esprit de concorde et de collaboration qui s'affermira dans l'avenir chez le citoyen viril en un pur et vigoureux esprit républicain, ou qui, pour le moins, restera par le charme des souvenirs d'enfance l'idéal désirable où s'entretient dans la pensée le culte de l'harmonie sociale.

Nous regrettons que la longueur déjà excessive de cette étude ne nous permette pas de donner à cette partie pratique les développements de détail qu'elle réclame et qu'il nous serait agréable de préciser ; nous n'avons pu que tracer les lignes générales de notre nouveau programme, ne laissant en somme dans l'ombre que les questions d'application, c'est-à-dire de métier, inopportunes ici. Il nous restera à exprimer prochainement nos désirs sur l'organisation générale de l'école que nécessite notre changement d'orientation dans le travail qu'on y fait, et à signaler les quelques symptômes qui permettent de croire que l'école sent confusément que ses vraies destinées sont tout autres que celles qui l'ont jusqu'ici guidée, et qu'elle commence à s'émouvoir aux pressentiments d'un avenir que notre joie serait d'avoir éclairé de quelques idées nettes.

X...

(Fin.)

Fédération régionale des U. P. du Nord-Est

Comme nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro, les délégués des U. P. de Reims, d'Épernay, de Bar-le-Duc, de Vitry-le-François, de Troyes, de Suippes, de Châlons-sur-Marne, représentant 2.650 adhérents environ, se sont réunis à Châlons, le 2 février, au siège de l'U. P. de cette ville, pour jeter les bases d'une fédération.

Cette fédération a pour but l'achat en commun des ouvrages, brochures, pièces de théâtre destinés aux lectures et l'établissement d'un service central de renseignements intéressant les U. P. fédérées : renseignements sur les conférenciers, sur les lectures qui « portent » ou « ne portent pas », etc.

M. Jules Payot, président de l'U. P. de Châlons, pense qu'il est nécessaire, tout d'abord, de se mettre d'accord sur le but des Universités populaires.

Les U. P., si elles veulent vivre et se développer, doivent refuser de s'inféoder à un parti. Elles sont résolument républicaines d'inspiration, parce que la République est le seul régime qui convienne à des hommes libres et qui veulent demeurer libres ; mais elles doivent demeurer étrangères aux luttes des partis et se considérer comme des sociétés d'éducation.

Il ne peut être question chez elles d'éducation autoritaire, dogmatique, mais seulement d'éducation mutuelle.

Nous sommes des sincères et des laborieux, dit encore M. Payot ; nous sommes pénétrés des difficultés que rencontre la recherche désintéressée de la vérité, et nous savons que sa découverte ne peut être l'œuvre que d'une coopération loyale entre des collaborateurs qui s'estiment, Tous, ici, nous sommes pénétrés de cette constatation, mille fois faite, qu'aucun homme, quelle que soit la vigueur de son génie, que nulle association, quels que soient le nombre, la valeur de ses membres, ne détient la formule de la vérité.

Nous n'avons aucun *credo* à imposer à qui que ce soit ; et, comme conséquence, nous n'avons foi que dans la

pleine liberté de pensée : la nécessité, pour le progrès humain, de cette liberté, c'est notre seul dogme intangible.

Aussi nous ne demandons à nos camarades qu'une chose, c'est de laisser à la porte de nos U. P. le parti pris, l'étroitesse d'esprit qui refuse la discussion, l'orgueil qui repousse la contradiction.

Une sincérité candide dans la recherche de la vérité, une sympathie effective pour les opinions différentes de la nôtre, et la foi en la toute-puissance finale de la raison ; tels sont les signes distinctifs d'un véritable adepte de nos universités.

Il se trouve que, par surcroît, les U. P. remplissent à l'heure actuelle la tâche sociale la plus urgente dans notre pays ; car les haines farouches, les insultes, les passions politiques ont pour cause unique l'incapacité des foules et de la majorité des hommes dits « éclairés » d'examiner les questions avec sincérité.

Il y a trop de passions, de surexcitation, trop de violences et pas assez de calme, de cet esprit de doute qui constitue le véritable esprit scientifique. Nous voulons être attentifs à l'expérience, qui a seule le droit de nous départager ; nous voulons n'être soumis qu'à la raison, puissance de concorde et de pacification.

Nous devrions pouvoir inscrire à la porte de nos U. P. : *Nul n'entre ici s'il n'est candidement sincère.*

Nous ne visons qu'à devenir tous ensemble des esprits libres, des hommes libres. Nous essayons de mettre en commun pour les joies les plus pures nos énergies fraternelles et prendre comme principe que : « Tout ce qui réunit les hommes est le bien et le beau, tout ce qui les sépare est le mal et le laid. »

C'est dans ces principes acceptés par tous que les U. P. trouveront une force invincible d'expansion.

Diverses décisions prises. Diverses propositions formulées. — Un fonds commun, formé avec une somme annuelle de dix centimes par sociétaire, permettra l'achat des livres de lecture, de théâtre et constituera une bibliothèque roulante, centralisée provisoirement à Châlons. Chaque U. P. enverra la liste des livres (ceux-là seuls pou-

vant servir aux lectures, pièces de théâtre, poèmes, etc.) au secrétaire général, Louis Flot. Une liste générale en sera dressée et communiquée ensuite à chaque U. P. De la sorte, pour l'avenir, nous éviterons des achats de livres possédés déjà par une des U. P. de la Fédération. Quant aux livres à acheter (jusqu'à concurrence de la somme qui sera fixée d'après le nombre des sociétaires), voici ce qui a été convenu : l'U. P. d'Épernay, par exemple, désire telle œuvre, elle s'adresse à l'U. P. de Châlons, quinze jours à l'avance, au moins; celle-ci achète et fait envoyer directement à l'U. P., qui l'a demandée, l'œuvre désirée, et en nombre suffisant d'exemplaires pour la lecture. Sitôt lu, l'ouvrage sera retourné au dépôt central. (Adopté.)

Le camarade Conrad, de Troyes, propose qu'une certaine somme reste affectée à l'achat de vues pour projections. (Adopté.)

En ce qui concerne la mutualité, on convient qu'il est nécessaire d'abord de laisser chaque U. P. organiser comme elle le désire une Société de secours mutuels, comme Châlons vient d'en faire l'essai.

Chaque U. P. étudiera la question de savoir si une caisse commune doit être créée pour permettre de faire venir des conférenciers du dehors. Le camarade Conrad propose aussi qu'il soit édité en commun et mis en vente des brochures de propagande et d'affranchissement.

Les délégués prennent ensuite l'engagement, dans le cas où une U. P. de la Fédération aurait à soutenir un procès, de l'aider à sortir victorieuse de son différend.

On déterminera aussi comment un Congrès annuel pourra se réunir.

Le Congrès décide que la Fédération prendra le titre de : *Fédération régionale des U. P. du Nord-Est.*

Châlons-sur-Marne reste désigné provisoirement comme siège de la Fédération, avec le Bureau de son comité comme Bureau provisoire.

D'après le vœu émis par le Congrès et transmis au camarade Deherme, la *Coopération des Idées*, revue mensuelle d'éducation sociale, publiera dorénavant les communications importantes des U. P. de la Fédération.

La date du 4 mai prochain est arrêtée pour une deuxième réunion du Congrès. Elle a pour but d'arrêter d'une façon définitive les bases de la Fédération.

Les délégués qui assisteront au Congrès et qui voudront aussi prendre part au déjeuner (3 fr. 50 à l'Hôtel du Renard) qui aura lieu à 11 h. 3/4, sont priés d'adresser leur adhésion au Secrétaire général, Louis Flot, avant le 2 mai.

LOUIS FLOT.

Les Livres qui font penser

Leurs Figures, par Maurice Barrès, 3 fr. 50 (F. Juven, éd., 122, rue Réaumur). — M. Jules Lemaître écrivait récemment : « Mais, enfin, pourquoi nos adversaires ne parlent-ils pas de *Leurs Figures* de Maurice Barrès, pas même pour en faire la critique violente ? Ce récit les gêne donc bien ? » Un tel silence, sur ce beau livre de vérité, est étrange, en effet, et accablant. Un juge d'instruction ne s'y tromperait point. Il soupçonnerait, à tout le moins, des complices chez ces bavards devenus subitement muets. Car il convient de secouer l'hypocrisie. Ce n'est pas la République, ce n'est pas la démocratie qui est à la barre, ici, — ce n'est que la politicaillerie et le parlementarisme. Pour les identifier, il y faut l'égoцентриque vanité des politiciens, qui s'imaginent sauver le pays chaque fois qu'ils reçoivent un pot-de-vin. C'est que, pour nos maîtres du jour, la démocratie n'est qu'un parti, c'est-à-dire un syndicat d'exploitation.

Voilà déjà de bonnes raisons pour que nous fassions lire ce livre dans les Universités populaires. Il est fortement éducatif. Car nous n'avons pas, dans nos U. P., à dresser des électeurs ; mais à former des hommes, des citoyens conscients, capables d'action et de s'opposer à la tyrannie des partis. Je le répète, un livre sur lequel la presse de parti fait le silence est un livre bon pour nous.

Leurs Figures, c'est une période du parlementarisme. Ce n'est certainement pas la plus lâche, la plus sale, la

plus odieuse, — c'est seulement, grâce à un heureux concours de circonstances, la mieux éclairée. L'auteur, témoin attentif, a noté avec précision, avec impartialité souvent, les faits stupéfiants, les angoisses tragiques de cette période. Ces faits revivent, les acteurs entr'ouvrent les sombres replis de leurs âmes tourmentées. Nous nous surprenons à compter, cruellement, les pulsations de leurs cœurs malades. Nous démontons un à un les rouages de la machine à faire de la honte, de l'impuissance et de la mort qu'est un Parlement.

Nous voulons connaître les ressorts de ces parlementaires. Et nous constatons qu'une seule chose, d'abord, leur est commune à tous : la combativité. Ainsi s'explique qu'ils aident si bien à la désagrégation sociale. Sans doute, ils adoptent bientôt des mœurs et une âme corporatives. Le groupe les rassemble et les discipline. Mais qui ne voit que ce n'est que pour les opposer à la nation. « On ne vote jamais d'après son sens propre et sur la question présentée, mais toujours pour ou contre le ministère. » Ce sont les Bureaux qui font la besogne.

La préoccupation de la réélection est obsédante pour ceux dont toute la vie tient là. Elle entraîne à des générosités nécessaires. L'électeur n'est pas moins corrompu que l'élu. Et il faut beaucoup d'argent pour satisfaire cette mendicité tenace. Noble régime ! C'est pour être généreux que tant de parlementaires sont malhonnêtes. Et ce sont les « affaires ». « Il comprit que, depuis douze ans, pas une grande entreprise où les pouvoirs publics eussent à intervenir n'avait pu se dispenser de faire la part de la corruption. Ces manœuvres ne choquent que les conscrits, qui, d'ailleurs, y voient des circonstances atténuantes dès qu'on leur permet de s'y associer. Les plus honnêtes gens ne vont point jusqu'à mêler leurs délicatesses privées à leurs combinaisons politiques. « Un tel, disent-ils, oh ! c'est une fameuse canaille ! » Et de lui serrer la main pour peu que ses opinions ne contrecarrent pas leur système constitutionnel. Au Palais-Bourbon, le vol, tant qu'il n'y a pas scandale, n'est qu'une faute contre le goût : quelque chose qui coupe l'estime sans délier les intérêts. Dans aucun parti, on ne fait difficulté d'admettre un voleur, s'il a du

gosier et de l'estomac, c'est-à-dire de l'aplomb et de la métaphore ». C'est avec ces hommes qu'on gouverne, non avec des idées et le souci de l'ordre général. Pour le lien moral, — sans lequel aucune association n'est possible, même celle d'une bande d'escarpes, — une certaine honnêteté professionnelle suffit qui est de ne pas trahir son parti. « C'est avec des pièces de cette sorte (la liste des 150 chéquards) qu'on s'assure dans un Parlement une solide majorité. Et voilà pourquoi les véritables hommes d'État préfèrent toujours aux honnêtes gens les canailles. Seulement les canailles vous mettent parfois dans l'embarras. » Notre parlementarisme n'est donc « qu'un système de chantage. » La crise du panamisme s'est déchaînée à la suite d'une série de chantages maladroits. Là dedans la Presse joue un grand rôle. Dans un pays désorganisé comme le nôtre, on sait le mal qu'elle peut faire. Ne négligeons jamais l'occasion de l'indiquer. Des faits comme celui-ci, entre autres, ne seront jamais assez connus : « Bismarck déclara au Reichstag que tous ses efforts après Sadowa avaient visé à faire le silence en France sur l'armement de la Prusse et à nous inspirer une fausse sécurité. « Une fois le moment venu, ajoutait-il, je n'ai eu qu'à supprimer les subventions à certains journaux français ; ils sont redevenus du coup patriotes et, prêchant la guerre, m'ont aidé à la déchaîner. » Voilà comment, mères, on mène vos fils la défaite et à la mort.

Un tel livre, on l'entend bien, ne se résume pas. C'est de l'histoire, de la vie pantelante, de la pensée, de l'humanité. Et parce que c'est d'un maître écrivain, c'est de l'art le plus haut. Je veux dire le plus vraiment populaire.

Voulez-vous de la comédie, de la farce, ou du drame ? Il n'y a qu'à puiser. En plein scandale, au cours d'une séance, « un député tomba d'une crise épileptiforme et se prit à aboyer... Deux de ces messieurs pleuraient. L'honorable M. Boissy d'Anglas faisait le jaguar, et ses longs cris rauques affolaient la salle, tandis que, courbé sur son banc, il cherchait parmi ses collègues de droite une proie où plonger ses griffes. On arrêta un questeur, l'honorable M. Guillaumou, qui, pris de délire, courait étrangler Delahaye. » Un ancien chef du Gouvernement menaçait de

« manger le morceau », et pour se défendre, près d'être sacrifié comme Baïhaut, qui avait commis « la faute de goût » d'avouer, il justifiait, à la tribune, cyniquement, la corruption comme moyen de gouvernement : « Quant à ceux qui m'interrompent — dit-il, en faisant face au centre républicain — s'ils avaient été autrement défendus et servis, peut-être, à cette heure ne seraient-ils pas sur ces bancs. » Comme on voit bien, n'est-ce pas, que le suffrage universel exprime la volonté populaire ! Un ancien ministre aussi criait aux députés : « Vous êtes tous des canailles ! »

De telles scènes, les types de Cornelius Herz, du baron de Reinach, l'agonie de celui-ci, le suicide ; et aussi la comédie de l'enquête, « chacun voulant la lumière, à condition qu'elle nuise au parti adverse », les juges qui craignent de trop apprendre, les suspects qui tremblent, les ambitieux qui menacent, les journaux qui dénoncent, — voilà la matière de ce drame. M. Maurice Barrès nous a donné, cette fois encore, un très beau livre.

La Croisade sanitaire, par Paul Strauss, 3 fr. 50 (E. Fasquelle, éd., 11, rue de Grenelle). — Une loi sur la santé publique a été promulguée le 19 février dernier. A ce sujet, M. Paul Strauss rappelle ce qui a été fait et tout ce qu'il y aurait à faire encore contre les maladies évitables. Il signale l'insuffisance de la nouvelle loi ; mais c'est un premier pas, un principe reconnu. Il faut surtout éclairer l'opinion publique. Peut-être l'auteur compte-t-il trop sur l'action législative et gouvernementale. Elle est plus souvent nuisible qu'utile. Évidemment, puisque cette lourde machine centralisatrice, legs de la monarchie, existe encore et nous écrase, au moins devons-nous lui demander qu'elle serve, dans certains cas, au bien public. Malheureusement, les services électoraux sont plus pressants. Il est d'ailleurs heureux, pour la santé publique, qu'ils ne s'opposent pas, manifestement, aux services sanitaires. De même, on n'obtient jamais du monopole, — un autre mal soi-disant nécessaire, — ce qui est son apparente justification. C'est que le monopole n'exploite pas pour l'intérêt général, mais pour des intérêts particuliers. C'est que

l'État, un monopole aussi, ne contraint pas pour l'intérêt social, mais pour des intérêts de partis.

Mais le péril est grand, et nous ne devons rien négliger pour le conjurer. Demandons à l'État d'agir, — sans trop espérer. Comptons plutôt sur l'initiative des citoyens, des associations. Quelques mesures très simples sont à proposer, et à imposer au besoin. La plus simple, la plus importante : *ne pas cracher par terre*. On voit aussitôt combien l'action des citoyens éclairés peut être féconde.

N'hésitons pas surtout à nous attaquer à la cause sociale. Et l'auteur la désigne avec force, c'est le paupérisme. La tuberculose, la variole, la fièvre typhoïde, l'alcoolisme, la syphilis, ce sont les fleurs léthifères du paupérisme, dont le vent disperse aux quatre coins des villes le fertile pollen. Le riche est lié aux pauvres. Plus il fera de la misère, plus il fera de la mort. Plus la société se complique, plus la solidarité se resserre, qui doit discipliner notre égoïsme. L'éducation sociale du riche, aussi, est à faire. Il faut qu'il sache que son égoïsme lui est mortel.

Pour la tuberculose, elle est en rapport, on le sait, avec le surpeuplement des habitations, leurs mauvaises conditions hygiéniques, une alimentation défectueuse, l'épuisement lent d'un travail sans arrêt et sans joie. Or voici l'instrument parlementaire à l'œuvre. J'y reviens. Il faut le flétrir hautement. En face des discours bruyants, découvrons les actes sournois. Le 28 janvier dernier, le Sénat — républicain, paraît-il — a voté une loi *contre* les sociétés de consommation, pour les imposer à la patente. Tout ceux qui sont au courant de la question savent que ce sont les petits et grands commerçants, — grands électeurs aussi, — qui ont poursuivi cette campagne jusqu'au succès pour dissoudre les sociétés coopératives. C'est, en effet, le plus rude coup qu'on leur puisse porter. Le Sénat n'a pas hésité, — moins une trentaine de voix, dont celle de M. Paul Strauss, j'imagine. Car cela touche la question sanitaire. M. le Dr Brouardel dit que, dans la lutte contre les maladies évitables, les sociétés coopératives, en améliorant le sort des travailleurs, en organisant le travail, peuvent avoir les meilleurs résultats. M. le Dr Romme, également, « a émis l'avis que les sociétés de

secours mutuels, les sociétés coopératives, les syndicats, les unions fraternelles, pourraient également concourir à la fondation de sanatoriums comme à l'assistance de la famille des malades ». Dans son beau livre, *l'Hygiène sociale*, M. Duclaux rappelait ce qui se fait en ce sens en Allemagne. Mieux encore. On s'est ému récemment des révélations sur les falsifications du lait. En France, 30.000 enfants, par an, en sont victimes. Et M. Girard, directeur du laboratoire municipal, a reconnu l'inanité de toutes les mesures coercitives ou répressives. Le seul remède, a-t-il ajouté, c'est l'élimination de l'intermédiaire, le rapport direct du producteur et du consommateur, c'est-à-dire la coopération de consommation.

Le Sénat, en votant la loi contre les coopératives, a donc commis une mauvaise action contre la santé publique. Nous ne pouvons y attribuer d'autre motif qu'un souci électoral. Il faut empêcher cette mauvaise action d'aboutir, non pas seulement au nom de la liberté d'association — ce qui ferait sourire nos grands politiques ; mais au nom de la santé publique. Pour moi, c'est la place qu'il me plaît de prendre dans la croisade que nous propose M. Paul Strauss. La coopération est la seule sauvegarde contre les falsifications ; c'est le poids, la qualité, le bon marché des denrées garantis aux travailleurs. C'est donc, pour eux, d'abord, une nourriture plus saine et plus abondante, — la meilleure résistance, en somme, aux maladies évitables.

Ainsi donc, ce que nous avons de mieux à attendre de l'État, c'est qu'il ne fasse rien. S'il s'efforce au bien, par hasard, il ne prend que des mesures d'un empirisme simpliste, anodines, plus ou moins appliquées, plus ou moins efficaces. Au contraire, pour le mal, contre la liberté et l'action, il est terriblement armé.

La question sanitaire, nous dit M. Strauss, est une question sociale. C'est donc à l'action sociale de tous les citoyens de la traiter comme il convient. Mais l'action sociale, en une démocratie, est toujours une opposition à l'État.

Les Leçons de l'histoire par Gabriel Monod, o fr. 50 (Ollendorf, éd., 50, chaussée d'Antin). — Dans cette re-

marquable conférence faite à la *Coopération des Idées*, M. Gabriel Monod a traité un des sujets les plus graves qui soient.

L'histoire comporte-t-elle des enseignements ? Est-elle une justice des peuples ? Est-elle une force morale ? Pour quelques-uns elle est amoral, pour d'autres elle n'est qu'un scandale de la raison et de la conscience. Pour Fustel de Coulanges, « le mérite de l'histoire, c'est de ne servir à rien » ; pour M. Langlois, « l'histoire n'est pas plus une école qu'elle n'est un tribunal ». L'histoire, en effet, nous apparaît comme un chaos de faits contradictoires, incertains, où chaque parti puise sa justification, chaque instinct sa raison, chaque ambition son arme. Et là-dessus, la force brute triomphe ; et le faible, individu ou peuple, est écrasé, qu'il soit le droit, la tradition, l'espoir, qu'il soit l'humanité.

M. Gabriel Monod en a une conception plus réconfortante. Sans doute, le problème n'est pas simple. Il y a de l'incertain ; mais de moins en moins, et pour les détails seulement. D'ailleurs, cette incertitude même comporte un enseignement : la tolérance. « Quand on voit, dit-il, la difficulté qu'on éprouve, non seulement à juger un événement ou un homme avec certitude, mais même à les connaître, on devient très indulgent pour les divergences d'opinions qui séparent les hommes, et on trouve bien fous ceux qui se haïssent ou se méprisent parce qu'ils pensent différemment en politique ou en religion. »

Mais les grandes lignes du mouvement humain nous apparaissent avec une suffisante précision. Cela peut nous instruire. Ainsi nous voyons bien qu'il ne faut pas être conservateurs entêtés, puisque toutes les formes sociales sont en constante évolution ; ni révolutionnaires impatients, puisque tout progrès profond et durable est lent.

L'histoire nous fournit aussi des leçons de philosophie. « Elle interdit de donner à sa personne, à ses idées, à ses intérêts une valeur exagérée. Elle enseigne que l'humanité est en perpétuelle évolution, que la vérité est en éternel devenir... L'homme qui a étudié la succession des empires, des doctrines, des religions, des civilisations, qui voit comment les plus grandes choses ont pris naissance, se

sont développées et ont disparu, qui voit le bien et le mal, la vérité et l'erreur se mêler à toutes les choses humaines, est prêt à rendre justice à tous les peuples et à toutes les doctrines, à reconnaître leurs services, sans accorder à un peuple ou à une doctrine une valeur exclusive. »

L'histoire est-elle une école de moralité? Même les plus grands crimes contre le droit servent à former la conscience de l'humanité, à dégager son idéal. « Il y a une opinion publique, un consentement universel en histoire, et cette opinion publique est morale. » A vraiment dire, l'histoire n'est pas l'école de la morale : elle en est le laboratoire. Là aussi, il faut dégager la morale de l'idée de sanction. Ce qui importe, c'est que la violence la plus outrageante contre le droit, même si elle triomphe, serve à fortifier et à éclairer la conscience collective. « Si la vertu était toujours récompensée et le crime toujours puni, il n'y aurait ni vertu ni crime, mais de simples calculs d'intérêt bien entendu. » La condamnation de Socrate, le crucifiement de Jésus, ce sont de grandes leçons de morale. Creusons notre sillon. Ce n'est pas le salaire de notre journée qui est essentiel, mais que lève le blé pour les moissons de demain.

La Beauté moderne, par Eugène Montfort, 2 fr. 50 (Editions de *la Plume*, 31, rue Bonaparte). — La beauté est une, elle est dans tout. Elle n'a jamais manqué ; ce sont nos sens, pour la percevoir, qui lui ont manqué. Notre époque est belle, comme les autres ; plus belle, puisqu'elle est le présent, qui vit. « Tout, nous dit M. Montfort, même ce qui paraît mort, est plein de vie. Un agonisant est-il moins beau qu'un héros resplendissant de force? » M. Montfort parle comme un jeune dieu, immortel et impassible, pour lequel sont faits les choses et les êtres. Mais nous sommes des hommes, et, chez le frère qui se meurt, nous distinguons une conscience qui s'éteint dans un mouvement déconcertant de la matière, et c'est une fatalité terrible qui nous révolte ! L'homme vrai souffre de la souffrance d'un autre homme. La souffrance, pour l'homme, est laide. Or, à notre époque, cette part est grosse.

Notre art est pauvre. Notre production est laide, absurde, immorale. La Machine ? Elle est peut-être admirable pour des littérateurs qui l'ignorent, comme ils méconnaissent toute notre vie sociale ; mais nous savons, nous, ce qu'elle broie de corps, ce qu'elle éteint d'âmes, ce qu'elle avilit d'enfants, de femmes, d'hommes, dans les horribles usines sans air, sans liberté, sans joie, — pour faire de l'or. Plus tard, peut-être, elle sera belle, si elle est une force de libération ; mais, maintenant, elle mérite les poings de vandales qui se crispent vers elle.

M. Montfort est un poète. Ses transports panthéistes nous charment. Mais nous le voudrions plus près de l'humanité commune. « Qu'importe à l'artiste, dit-il, l'époque où il vit ? S'il est artiste, son époque est belle. Autour de lui on vit : que demander de plus ? » C'est la théorie de l'impassibilité. Elle est fausse toujours ; dans une démocratie elle est, en outre, monstrueuse. Que M. Montfort y songe ! Ses aspirations, au fond, valent mieux que la théorie qu'il a cru devoir se donner, — et qui n'est pas nouvelle.

Notre époque est inapte à la beauté, parce qu'elle est désordonnée, parce qu'elle est sans foi, parce qu'elle est sans justice, sans liberté, sans fraternité. L'art est un produit social. L'homme ne crée le beau que dans la joie ; il ne le découvre et ne l'aime vraiment que dans la sérénité. La beauté est dans l'harmonieux développement des choses et des êtres, la paix, l'action, l'idée forte, la bonté. Attendons, espérons.

Un Problème moral. L'alcoolisme, par W. Monod, o fr. 30 (*La Croix bleue*, 33, rue des Saints-Pères). — Un rapport d'observateur. Des choses vues, des faits navrants. On ne montrera jamais assez toute l'étendue du mal.

Mais le remède ? M. Monod croit qu'il est, non pas seulement dans la prédication, mais surtout dans la démonstration de l'exemple. A mon sens, cela non plus n'est pas suffisant. Le mal a des racines plus profondes qu'il ne pense. Ce n'est pas une habitude mauvaise propagée par imitation et ignorance, c'est une maladie épidémique de l'âme. L'alcoolisme est, au fond, un substitut de l'idéal. C'est, pour beaucoup, l'unique raison de vivre sociale-

ment. Je suis convaincu que, toutes choses égales, si par miracle l'alcoolisme disparaissait de notre pays du jour au lendemain, le désordre de notre état social s'accroîtrait considérablement. C'est pour s'enivrer le dimanche que beaucoup d'ouvriers travaillent la semaine. Ce n'est peut-être pas un paradoxe comme il semble que de soutenir que les ivrognes sont les meilleurs supports de la société présente. J'avais déjà rappelé que Ravachol, Émile Henry, Caserio, Vaillant, etc., étaient sobres. Les grands criminels aussi, en général, sont tempérants.

M. Monod proteste contre ces paroles de Renan : « Priver ces pauvres gens de la seule joie qu'ils ont ! Pourquoi voulez-vous empêcher ces malheureux de se plonger un moment dans l'idéal ? Ce sont peut-être les heures où ils valent quelque chose. » C'est Renan qui a raison, profondément. Ce n'est pas à dire, on l'entend bien, qu'il n'y a rien à tenter contre l'alcoolisme ; c'est à dire uniment qu'il faut tenter mieux que la prédication, même d'exemple. Il faut que le peuple connaisse d'autres ivresses, plus nobles, que l'alcool ; il faut qu'il prenne conscience d'une raison de vivre supérieure qui le dépasse, et qui ne soit plus Dieu.

Pour la Langue internationale, par L. Couturat (Imp. Brodard). — Cette petite brochure intéressante met bien en valeur tous les avantages d'une langue internationale et répond avec force aux principales objections. Mais elle ne répond pas à l'objection que j'ai soulevée dans notre dernier numéro à propos d'une brochure de M. Léon Bollack.

Pour M. Couturat comme pour M. Bollack, la langue universelle ne doit nullement remplacer — même dans un avenir lointain — les langues nationales. Elle ne sera jamais qu'une langue auxiliaire, « la langue étrangère commune à tous les peuples, la *seule* par conséquent que chacun d'eux aurait à apprendre pour pouvoir communiquer avec tous les autres ». Évidemment, une langue universelle unique est impossible, et de plus en plus. Mais, s'il en est ainsi, la langue deuxième ne sera plus qu'une langue *utilitaire*. Mais c'est la langue d'un peuple qui exprime son intelligence, son cœur, son âme. Ne voit-on

pas le danger ? Avec une langue deuxième pour tous les peuples, l'étude des langues étrangères sera complètement abandonnée. Nous échangerons, par toute la terre, nos prix, nos faits, voire même nos découvertes scientifiques ; *mais nous nous entendrons moins*. En multipliant nos *relations utilitaires*, c'est-à-dire nos occasions de conflits, nous multiplierons nos *malentendus* et nous fortifierons nos haines. Dans *Anthinéa*, M. Ch. Maurras note judicieusement que le contact des hommes de races différentes met en relief les particularités qui les opposent.

Nos Paysans, par Louis de la Garde (Aix). — Essai de psychologie collective, parfois exacte. L'auteur est sévère pour les paysans. Il confirme et aggrave les témoignages de Balzac, Zola, l'abbé Roux. Mais il conviendrait peut-être d'essayer de comprendre, d'examiner froidement les causes. Balzac, lui-même, disait que trois citoyens voulant le bien, dans chaque commune, transformeraient les campagnes. Voici donc ce qu'il y a à faire, d'abord : l'éducation sociale du paysan. Il y a autre chose : nous écrémons les campagnes, nous sélectionnons pour la ville. Il faut organiser la démocratie. Et la démocratie, c'est la vie sociale, par les associations, la pensée, l'action partout. Une démocratie vraie vit de la pensée et de l'action de tous. Elle élève jusque-là les citoyens, et son moyen est la liberté. Nous savons du reste que nos politiciens jacobins qui sont des poussières de roi ne favorisent point ce développement de la démocratie. Ils centralisent en désordonnant. C'est à nous de décentraliser, systématiquement, par nos associations.

L'auteur, précisément, a eu des mécomptes avec une association agricole qu'il a fondée. Cela ne prouve rien contre l'association, car il y a des exemples plus heureux ; cela ne prouve rien contre le paysan. C'est seulement une indication pour nous de l'œuvre qu'il y a à entreprendre.

Le Grand Coupable, par Walter Biolley, 2 fr. 50 (La Chaux-de-Fonds). — Le grand coupable, c'est l'alcool. On lira surtout, parmi ces contes, *la Fée verte*, *Banqueroute*. Ce recueil est précédé d'une préface du Dr P. Coullery, qui est, si je ne me trompe, le véritable fondateur de l'Inter-

nationale (Association internationale des travailleurs). C'est bien là, en effet, un livre de socialisme éducateur, de socialisme d'action organique. Et cela n'a rien à voir avec le socialisme politicien.

Le Devoir social et les Universités populaires, par Henry Jagot, o fr. 10 (chez Hudou, 2, place Saint-Martin, Angers). — Excellente conférence d'université populaire.

La Fin du Parlementarisme, par Jules Destrée (*l'Avenir social*, 35, rue des Sables, Bruxelles). — Il est piquant de voir un parlementaire socialiste dénoncer, avec justification, la banqueroute du parlementarisme. Il propose d'y substituer la législation directe. Mais il faut s'entendre. Le referendum, aussi, peut être du parlementarisme, et du plus nocif. Il faut d'abord constituer les éléments organiques de la démocratie qui sont les associations. C'est par elles seulement que s'exerceront, avec ordre, dans la liberté, les pouvoirs législatif, juridique et exécutif de la nation.

Les Associations ouvrières de production. Compte rendu du 2^e Congrès annuel tenu à Lyon les 13, 14 et 15 octobre 1901, 1 fr. 30 (98, boulevard Sébastopol). — Je citerai seulement les principales questions qui ont été traitées à ce Congrès :

Organisation de la solidarité coopérative. — Assurances coopératives. — Relations entre Associations ouvrières de production et sociétés coopératives de consommation. — Orphelinat de la coopération. — Projet de loi sur les sociétés coopératives de production. — Organisation du crédit coopératif. — Cercle d'études coopératives. — De la nécessité pour les sociétés coopératives de production de s'assurer la possession de coins de montagnes renfermant des chutes d'eau. — Les groupements régionaux. — Les retraites coopératives, etc.

L'Age de la pierre, par Georges Rivière, illustré, 2 francs (Schleicher, éd., 15, rue des Saints-Pères). — L'auteur a fort bien résumé, et pour tous, tout ce que nous savons sur nos lointains ancêtres de l'âge de pierre, — leurs mœurs, leur industrie, leur art. Voilà un bon livre pour la bibliothèque des universités populaires.

Waldeck-Rousseau, par Ernest-Charles (Editions de *la Revue bleue*). — Il est bon, éducatif, de nous dévoiler les hommes forts, et par quoi ils sont faibles. M. Ernest-Charles, pour M. Waldeck-Rousseau, s'y est appliqué. Intelligence supérieure, grand orateur, artiste presque, d'une richesse honorable qui l'a formé à une distinction un peu dédaigneuse, M. Waldeck-Rousseau est fait pour dominer les hommes. Il eut la vie, grâce à tous ces concours et à quelque chance, trop facilement triomphante. Mais on peut être assuré qu'il ne poursuit pas des satisfactions grossières de basochien famélique.

Or voici cet homme fort et heureux, depuis trois ans maître de la République, avec toutes les forces de l'État. Il n'a fait rien de plus, rien de mieux qu'un politicien vulgaire. Ce n'est pas, d'ailleurs, contre M. Waldeck-Rousseau, comme volontiers le laisserait croire M. Ernest-Charles : c'est contre notre système parlementaire. Peut-être, parmi les politiques, pourrait-on en trouver une douzaine dont la bonne volonté soit plus ingénue que celle de M. Waldeck-Rousseau, je ne crois pas qu'on en puisse trouver, tout compte fait, d'une valeur égale, d'une comparable puissance d'action. Eh bien ! l'homme du peuple le plus ignorant, le plus pauvre, le plus timide qui constitue avec quelques camarades, aussi faibles que lui, une société coopérative de consommation, nous connaissons qu'il a plus d'action sur le destin de la démocratie française que l'homme fort, disposant depuis trois années de toute la formidable machine de l'État. M. Waldeck-Rousseau n'a fait que de répéter des gestes du passé, — ceux de Charlemagne, de Saint-Louis et de Louis XIV, j'imagine, puisqu'ils sont des guides parfois, — gestes glacés, sans vie, stériles, sans signification en notre état présent ; il n'a fait que suivre les circonstances, que servir les choses, les hommes, les partis et tous les intérêts, toutes les passions, pour donner l'illusion de commander à tout. S'est-il trompé lui-même ? L'ouvrier, le coopérateur, obscurément, contre toutes les forces d'inertie, a ouvert une voie nouvelle au destin.

Pour la Pédagogie, par Georges Dumesnil, 3 fr. 50 (Librairie A. Colin, 5, rue de Mézières). — Dans une démo-

cratie, la science de l'éducation doit prendre une très grande place. Il en est ainsi à l'étranger, en Allemagne surtout. En France, nous en sommes encore à croire qu'un programme d'État, imposé uniformément et définitif, tient lieu de tout, d'effort, d'intelligence et de science. Ce ne serait vrai que si nous ne devions faire que des fonctionnaires de tous les jeunes Français. L'éducation, pour faire des hommes vrais, comporte plus de souplesse, et partant plus de difficultés. Il n'y a pas que des fonctionnaires et des littérateurs dans une nation. Il faut songer aussi à former des citoyens utiles et libres.

Notre enseignement secondaire, principalement, gagnerait à s'inspirer des justes idées de M. G. Dumesnil. Il gagnerait à être plus vivant et plus libre. Malheureusement, nous nous trouvons, là encore, face à face avec la politique. Elle a d'autres préoccupations, on le sait de reste, que d'élever les hommes. Ce qui lui convient, c'est une science d'État, une morale d'État, — et des fonctionnaires. Ce serait la décadence irrémédiable du génie français.

La Propriété rurale en France, par Flour de Saint-Genis, 6 fr. (Armand Colin, éd.). — M. Flour de Saint-Genis, avec une grande compétence, s'est efforcé d'étudier comparativement la grande, la moyenne et la petite propriété rurale. Il en a recherché les origines historiques et sociales, et là-dessus il revise quelques idées toutes faites. Ses statistiques sont établies avec soin et ingénieusement.

Il croit qu'il est facile de surmonter la crise agricole. Cela dépend de l'initiative des intéressés, non de l'État, dont l'arbitraire est toujours dangereux. La grande, la moyenne et la petite propriété, selon lui, doivent coexister. C'est la moyenne qui, en séance, est la plus importante. Ce livre, riche de documents, sera toujours utile à consulter, qu'on admette ou non les idées de l'auteur.

G. DEHERME.

Le Directeur-gérant : G. DEHERME.

LE PALAIS DU PEUPLE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Constituée légalement à Paris le 14 Juin 1900)

Siège social : 157, Faubourg Saint-Antoine

PARIS

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. A. Aulard, professeur à la Faculté des Lettres; Pierre Baudin, ministre des Travaux publics; Henri Bauër, homme de lettres; Ch. Beauquier, député; Henry Bérenger, homme de lettres; Maurice Bouchor, homme de lettres; Emile Boutroux, de l'Institut; Henri Brisson, ancien président de la Chambre, député; Victor Brochard, professeur à la Sorbonne; Ferdinand Buisson, professeur à la Sorbonne; Eugène Carrière, artiste peintre; Victor Charbonnel, homme de lettres; Georges Clemenceau, homme de lettres; D^r Delbet, député; Hector Depasse, homme de lettres; Lucien Descaves, homme de lettres; Paul Desjardins, professeur au lycée Michelet; D^r Paul Dubuisson, médecin chef de l'asile Sainte-Anne; Emile Duclaux, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur; A. Espinas, professeur à la Sorbonne; d'Estournelles de Constant, ministre plénipotentiaire, député; Arthur Fontaine, directeur du Travail au ministère du Commerce; Lucien Fontaine, industriel; Marcel Fournier, directeur de la *Revue politique et parlementaire*; Eugène Fournière, député; Anatole France, de l'Académie française; Gustave Geffroy, homme de lettres; Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit; Paul Guieysse, ancien ministre, député; Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires; Etienne Jacquin, conseiller d'Etat, président de la *Ligue de l'Enseignement*; A. Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, vice-président du Conseil supérieur du Travail; Ernest Lavisse, de l'Académie française; Jules Lermina, homme de lettres; Henry Michel, professeur à la Sorbonne; A. Millerand, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes; Gabriel Monod, de l'Institut; Pierre Morel, conseiller municipal; Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique; Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers; Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine; Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne; F. Schrader, géographe; A. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France; Charles Wagner, pasteur; Emile Zola, homme de lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Raphaël Barré; *directeur* : Georges Deherme. — Maxime Adler, Achille Caron, Jules Dupasquier, Auguste Garnery, Léon Letellier, Henry Loyfert, Lucien Samson.

EXTRAIT DES STATUTS

ART. 2. — La Société a pour objet la construction, la mise en œuvre du Palais du Peuple, à Paris, et la création d'établissements analogues en province.

ART. 4. — La Société prend la dénomination de : **LE PALAIS DU PEUPLE, Société anonyme à capital variable.**

ART. 6. — Le capital social est variable. Il est formé d'actions de cinquante francs.

ART. 8. — Les actions sont payables **cinq francs** en souscrivant et le solde suivant décision du Conseil d'administration.

Les actions peuvent être libérées par anticipation.

Envoi franco des statuts et de la notice explicative à toute personne qui en fera la demande au Siège social, 157, faubourg Saint-Antoine.

ANNONCES,

1a ligne : 1 fr.

«BOUCHONS-TORRENT»
 Gratis Catalogue illustré
 Écrire à M. TORRENT, BOULOU (Pyr.-Or.) France.

NOUVEAU CIGARE NASAL et BUCCAL

de A. DAUDÉ

Ce cigare inhalateur est absolument remarquable pour la guérison des maladies des voies respiratoires, du coryza, etc. Il supplée avantageusement les cigares de tabac et se recommande par l'odeur agréable qu'il répand autour du fumeur.

Envoi d'un CIGARE et d'un FLACON franco contre un mandat de 4 fr. adressé à

M. A. DAUDÉ, pharmacien, à Prats-de-Molle (Pyrénées-Orientales)

En vente à la «Coopération des Idées»

<i>Un Pessimiste français,</i> par G. Deherme.	0 25	0 30
<i>Tolstoï,</i> par Suarès.	1 »	1 15
<i>Education et Révolution,</i> par Gabriel Séailles	0 05	0 40
<i>Le Palais du Peuple,</i> par Gabriel Séailles.	0 10	0 45
<i>L'Enseignement primaire</i> <i>congréganiste,</i> par Maurice Level	0 20	0 25
<i>Lettres d'un répétiteur</i> <i>en congé,</i> par Brenn.	0 60	0 70
<i>Jules Lagneau</i> (avec portrait)	0 50	0 60
<i>Qui veut la Santé et du</i> <i>Bonheur ?</i> par A. Marrot.	1 »	1 20
<i>Le Coopératisme</i> (illustré), par A.-D. Bancel, broché.	1 50	1 70
<i>La Coopération des Idées. — Une tentative</i> <i>d'éducation et d'organisation</i> <i>populaires,</i> par G. Deherme	0 50	0 55
<i>L'Éducation des Celules,</i> par Emile Duclaux	0 20	0 25

<i>De la Tolérance dans les U. P.,</i> par Lucien Le Foyer	0 10	0 15
<i>Les Règles de l'Honnête Discussion</i> <i>selon Pascal,</i> par Paul Desjardin	0 60	0 70
<i>Almanach de la Coopération.</i>	0 40	0 50
<i>Les Jésuites,</i> par Paul-Armand Hirsch.	0 30	0 40

Nota. — La Coopération des Idées se charge de procurer à ses membres et abonnés, SANS FRAIS, tous ouvrages, brochures, revues, journaux, etc.

Coopérative vinicole générale

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Statuts déposés chez M^e Brulle
notaire à Libourne

Siège social : LIBOURNE (Gironde)

Succursales à Montpellier, Épernay,
Chassagne, Montrachet et Cognac
Vins français de toutes provenances

Spécialité de fournitures aux Sociétés coopératives

Echantillons et Renseignements franco

Le Courrier de la Presse

21, boulevard Montmartre, 21

PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000
journaux par jour